

3 décembre 2020 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Session extraordinaire de l'AGNU sur la Covid-19 - Intervention du Président de la République par vidéo.

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,  
Mesdames et messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,  
Mesdames et messieurs,

La pandémie de la Covid-19 expose nos sociétés à de multiples défis.

a) Le premier est celui de la coopération sanitaire internationale. Nous pouvons d'ores et déjà tirer plusieurs enseignements de la crise actuelle à cet égard.

Premièrement, les seules réponses efficaces à la pandémie seront des réponses globales, coordonnées et solidaires. C'est pourquoi je voudrais me réjouir de l'action collective portée par l'initiative ACT-A, qui vise à rendre les outils de la lutte contre la pandémie accessibles à tous les pays et à en faire des biens publics mondiaux. 10 Mds de dollars ont déjà été mobilisés dans ce cadre. C'est considérable. Mais nous devons poursuivre la mobilisation financière de toute la communauté internationale.

Comme je l'ai dit aux Etats partenaires du G20 lors du Sommet de Ryad le 21 novembre dernier, la France propose la création d'un mécanisme de don pour qu'une partie des premières doses de vaccin disponibles soit destinée à la vaccination des publics prioritaires dans les pays en développement. Ces doses, qu'elles proviennent d'Europe, de Chine, de Russie, des Etats-Unis, qu'elles soient le fruit de dons d'Etats ou de laboratoires pharmaceutiques, seraient ainsi allouées de façon efficace et équitable, sur la base des recommandations de l'OMS. Je vous invite à construire ce mécanisme ensemble. C'est je crois la réponse la plus adaptée.

Mais nous le savons : les vaccins ne suffiront pas. Sans renforcer les systèmes de santé primaires dans les pays les plus fragiles, ils resteront inutilisés. Sans former partout des personnels de santé, notre riposte sanitaire restera sous-optimale : c'est pourquoi la France soutient l'OMS pour mettre en place une Académie mondiale de la santé à Lyon, qui formera les personnels de santé du monde entier. C'est aussi pourquoi nous invitons l'ensemble des puissances du G20 et au-delà à renforcer dans le cadre de leur aide public au développement la part santé pour venir en aide aux systèmes de santé primaires des principaux pays émergents ou en voie de développement concernés.

Deuxièmement, l'autre enseignement de cette crise, c'est que nous sommes insuffisamment préparés aux menaces sanitaires. Il nous faut renforcer le système actuel de sécurité sanitaire internationale. La France a fait des propositions, notamment avec ses partenaires allemands et plus largement européens. Et nous soutenons le renforcement de l'Organisation mondiale de la santé, qui est la seule organisation universelle en santé. C'est la raison pour laquelle nous avons accordé à l'OMS une contribution financière de 50 millions d'euros supplémentaires pour 2020 et 2021.

Plus spécifiquement, nous souhaitons l'établissement d'un niveau d'alerte intermédiaire, pour que l'OMS puisse tirer la sonnette d'alarme plus en amont. Nous souhaitons aussi davantage de transparence et de redevabilité des Etats parties au Règlement sanitaire international. Une enquête internationale est en cours, il faudra en tirer tous les enseignements et il faudra sans doute revoir en effet ce règlement sanitaire international pour être plus efficaces à cet égard.

Troisième enseignement, la crise sanitaire souligne les interactions entre santé humaine, animale et environnementale, dans un contexte marqué par la dégradation des écosystèmes.

C'est pourquoi nous appuyons la mise en place d'un Conseil d'experts de haut niveau « Une seule santé » qui sera chargé de rassembler et de diffuser les informations scientifiques disponibles sur les liens entre santé humaine, animale et environnementale, afin d'aider les responsables publics dans la gestion des futures crises sanitaires et d'éclairer les citoyens sur ces enjeux. Je me réjouis pour ma part que l'OMS, l'OIE, la FAO, le PNUE, travaillent à la mise en place de ce Conseil dans un esprit de partenariat de l'ensemble des grandes organisations internationales sectorielles.

b) Au-delà des enjeux sanitaires, la pandémie de Covid-19 a un impact humanitaire majeur. Il contribue à l'augmentation de la pauvreté et des inégalités. D'après les Nations Unies, 235 millions de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire en 2021. Le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire n'a jamais été aussi élevé.

Je salue, à cet égard, l'action essentielle de l'ensemble des agences et programmes des Nations Unies, dont le personnel se trouve, au quotidien, aux côtés des populations les plus vulnérables de la planète, parfois au péril de leurs vies. Je rappelle aussi qu'il est plus que jamais indispensable d'assurer aux acteurs humanitaires l'accès aux populations qu'ils cherchent à secourir.

c) Les circonstances exceptionnelles engendrées par la pandémie menacent par ailleurs, dans de nombreux pays, l'acquis de plus de 70 ans de combat international en faveur des droits de l'Homme.

La pandémie ne doit pas servir de prétexte aux restrictions de l'espace de la société civile, au recul de l'Etat de droit, aux atteintes à la liberté d'expression, à la détention arbitraire d'opposants. Elle ne peut servir d'excuse à une remise en cause des progrès réalisés dans la lutte contre les violences faites aux femmes, dans l'accès aux droits et aux services en matière de santé sexuelle et reproductive, dans la protection de nos enfants. Parce que nous ne pouvons tolérer ce recul, nous organiserons en 2021 le Forum Génération Egalité. Je vous y donne rendez-vous pour porter ensemble la cause de l'égalité entre les femmes et les hommes.

d) Enfin, notre rôle est d'empêcher qu'à la faveur de cette crise, qui est bien plus qu'une crise sanitaire, de nouveaux seuils soient franchis dans la brutalisation du monde.

Le Conseil de sécurité a pris en compte très tôt l'effet déstabilisateur des pandémies. Il l'avait déjà fait en 2000 avec le VIH et de nouveau en 2014 et 2018 avec Ebola. C'est pourquoi, à l'occasion de la pandémie de Covid-19, nous avons porté avec la Tunisie la résolution 2532, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité le 1er juillet 2020, en soutien à l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu global.

Je tiens à saluer, à cet égard, les femmes et les hommes déployés dans les opérations des Nations Unies qui ont continué, malgré les difficultés, à se mobiliser pour défendre la paix - mais aussi lutter contre la Covid-19. Voilà les quelques convictions que je voulais partager avec vous aujourd'hui, en vous souhaitant un bon travail, en nous souhaitant à tous de continuer à avancer et à sortir encore plus unis et encore plus forts de cette pandémie. Je vous remercie.